

Les terrains du développement. Approche pluridisciplinaire des économies du Sud.

(Textes réunis et présentés par Claude ROBINEAU)

Paris, Editions de l'ORSTOM, collection Didactiques, 1992, 279 p.

Cet ouvrage rassemble le texte des interventions faites par un certain nombre de chercheurs appartenant pour la plupart d'entre eux à l'ORSTOM, pour d'autres relevant du CNRS, devant les étudiants du diplôme d'études approfondies en économie du développement de l'Université de Bordeaux. Ce recueil a été ordonné par C. Robineau et bénéficie d'une préface de M. Penouil. Les intervenants représentent diverses disciplines: démographie, économie, géographie, sociologie, ethnologie, anthropologie, ce qui justifie sans doute le sous-titre *Approche pluridisciplinaire des économies du Sud*. Les terrains retenus se situent surtout dans l'Afrique sub-saharienne mais on note une incursion au Maghreb et une autre au Brésil. Le développement, à une exception près, se cantonne à l'agriculture. L'ouvrage est divisé en trois parties: "Théories et méthodes", "Etude de cas", "Opération de développement". En fait, il présente une parfaite unité, car il ne s'agit là que d'un dosage, chaque contribution relevant à des degrés divers de ces différentes rubriques. Ajoutons que la plupart de ces travaux ont été réalisés pendant la période 1970-1985 et que l'auteur de ce compte rendu a eu l'avantage de pouvoir suivre d'assez près un certain nombre d'entre eux.

Deux thèmes principaux parcourent l'ouvrage: comment parvenir à interpréter le fonctionnement des sociétés rurales africaines? Comment réagissent ces mêmes sociétés en présence de nouvelles contraintes ou de nouvelles opportunités? La réponse à la deuxième question n'étant pas indépendante de celle fournie à la première.

Le jeune chercheur de l'ORSTOM mis au contact d'un terrain inédit pour lui n'échappait pas à une certaine perplexité en présence de la complexité et de la diversité des sociétés dont il devait analyser le fonctionnement. Le recours à l'anthropologie économique, ou plus simplement à la notion de système économique lui ont servi de support. Mais il fallait observer et partir de ce qui se voit et de ce qui se dit (le dialogue dont M. Penouil vante les mérites dans sa préface) pour atteindre au fondamental inaperçu. Ce qui se voit, ce sont les terroirs dont les liens qui les unissent à l'homme sont révélateurs des relations qui s'établissent entre les hommes, ces terroirs dont l'étude, ainsi que P. Couty le rappelle, a eu pendant longtemps la faveur des géographes de l'ORSTOM. Ce qui se voit, selon J.-M. Gastellu confronté d'abord aux Sereres du Sénégal puis aux Agnis de la Côte-d'Ivoire, ce sont les paysages, les habitations. Ce qui se dit ce sont les discours des responsables et des divers membres de la communauté. Ce qui se voit aussi ce sont les pratiques et les attitudes. "*La combinaison des échelons d'investigation se fait selon un mouvement de va-et-vient, ce qui correspond à la démarche d'un chercheur confronté à la complexité des faits sur le terrain*" (J.-M. Gastellu).

A partir de ce qui se voit, on parvient à interpréter la logique de fonctionnement de la société rurale étudiée.

Il en résulte que les divers outils habituellement utilisés par le chercheur en sciences sociales ont une utilité variable. Si l'enquête menée à grande échelle fournit des résultats satisfaisants concernant la démographie et la tendance de celle-ci (A.-M. Podlewski), par contre celles concernant les exploitations ou les budgets de famille ne doivent être utilisées qu'avec beaucoup de précautions. Elles ne révèlent leur signification qu'intégrées dans l'organisation socio-économique de communautés caractérisées par leur diversité. La comptabilité nationale doit être utilisée avec la même prudence (C. Robineau). Par contre, rien n'empêche d'utiliser telle ou telle grille de lecture, notamment celle concernant l'analyse du système productif agricole, permettant de déboucher sur la compréhension des motivations et des comportements du cultivateur (J.-P. Colin).

La deuxième et la troisième parties font état des réactions des sociétés rurales en présence de phénomènes ou d'opérations issus soit de l'évolution démographique ou économique, soit de la volonté des pouvoirs publics.

Mentionnons tout d'abord les phénomènes migratoires. Ils font l'objet de deux études, l'une concernant une migration spontanée déjà ancienne, celle du Fouta-Toro au Sénégal mais se présentant dans des conditions nouvelles en raison de son ampleur et de la mise en valeur du fleuve Sénégal (J.-P. Minvielle); l'autre concerne cinq migrations contraintes à la suite d'aménagements hydrauliques ayant entraîné la disparition du terroir occupé auparavant par la population (V. Lassailly-Jacob). On aurait pu y joindre une autre modalité de migrations, celle volontaire mais organisée par les pouvoirs publics comme dans le cas des Terres Neuves du Sénégal. Dans tous les cas, l'incidence de la migration sur le système agricole et l'organisation sociale posent problème.

La façon dont les communautés rurales tirent parti des opportunités offertes par le commerce interrégional est illustrée par le cas de la région de Maradi au Niger, intéressée par le volume des débouchés et le niveau des prix dans les zones voisines du Nigéria (E. Grégoire). La plasticité du système de culture, comme celle du système de commercialisation, est mise à contribution.

Les cultivateurs peuvent être appelés à participer à des opérations lancées par les pouvoirs publics comme celle de la rénovation de la cacaoyère et des caféiers au Togo. Dans ce cas apparaît souvent l'opposition entre la logique de l'agriculteur et celle du planificateur. Il n'en fut pas autrement dans l'expérience relatée (G. Pontié). L'élevage peut donner lieu à des phénomènes semblables: *"Jusqu'ici le sauvetage de l'activité pastorale en Adamaoua a fait appel à des interventions techniques puissantes et sophistiquées, au détriment des solutions plus souples qui impliqueraient davantage les populations. Il en est résulté des incompréhensions fréquentes entre les techniciens et les éleveurs qui aboutissent aujourd'hui à un véritable contentieux"* (J. Boutrais).

Trois articles se détachent quelque peu de l'axe central de l'ouvrage, soit en raison de la localisation de leur champ d'investigation, soit à cause de leur thème. Il s'agit tout d'abord de l'analyse du programme sucrier en Côte-d'Ivoire apprécié en termes de calcul économique et d'incidences sur les grands équilibres et d'une étude sur la planification en Centre-Ouest brésilien (C. Aubertin). Le développement du secteur qualifié de non structuré est présenté pour les pays du Maghreb et du Machrek (J. Charmes). Grâce à eux les terrains du développement prennent ainsi plus de variété.

L'ouvrage présente un assortiment significatif des modalités de la connaissance des sociétés rurales africaines et de leur situation. Qu'il soit permis de rendre hommage à cette génération de chercheurs – ceux dont la signature figure dans cet ouvrage et quelques autres – qui ont su à la faveur de longs séjours dans des conditions souvent inconfortables se faire accepter par les populations et constituer ce que C. Robineau dans la dernière phrase de l'ouvrage qualifie d'une "économie de terrain".

Gageons que les étudiants de Bordeaux, à défaut de pouvoir réussir des prouesses en développement, pourront éviter un certain nombre d'erreurs... Même si, selon W. Churchill, "Nous en commettrons d'autres". Mais au-delà de cette audience universitaire, c'est un public plus étendu qui peut bénéficier d'un ouvrage écrit dans un langage facilement accessible.

Robert BADOVIN
CRPEE (Université de Montpellier 1)